

## **L'intégration des questions de Population dans les stratégies de développement est-elle encore d'actualité par rapport aux DSRP/PRSP et OMD/MDG dans le contexte africain du 21<sup>ème</sup> siècle?**

Depuis Bucarest en 1974, le concept d'intégration entre population et développement est né. Il a alors fait l'objet de différentes tentatives conceptuelles et pratiques autant par les universitaires que les planificateurs. Qu'est-il resté de cet élan suscité par le concept pendant les deux dernières décennies du 20<sup>ème</sup> siècle, aujourd'hui où OMD et DSRP semblent être désormais les seules références du développement en Afrique. Au delà de tentatives plus ou moins fructueuses d'application de l'intégration faites par-ci et par-là, une question de fond est restée qui est: existe-t-il encore une place pour les questions de population dans le nouvel univers des cadres de développement actuel ? A partir d'exemples concrets de divers pays africains comme le Sénégal, la Guinée-Bissau, le Cap-Vert, etc., cette communication essaie de faire le point sur les adaptations du concept de l'intégration et des outils méthodologiques appropriés développés dans le cadre des activités de l'UNFPA.

S'il est un concept qui a pris naissance il n'y a pas si longtemps, qui a semblé avoir perdu d'intensité entretemps et qui reprend vigueur avec force à l'orée de ce troisième millénaire, c'est bien « l'Intégration de Population et Développement » que Michel Loriaux (1998) désigne si justement comme un nouveau “dogme”, et une discipline à part entière.

Pour qui a déjà traité de l'une ou l'autre des deux composantes de l'intégration, population et développement, la tâche n'est pas des plus faciles et les efforts qui ont été faits depuis la naissance du concept en sont la preuve. Il est évident que l'on ne devrait pas parler d'intégration de population et développement sans préciser les concepts de “population”, “développement” et surtout, le binôme “Population et Développement”. Or, l'un et l'autre de ces concepts présentent une complexité épistémologique pour avoir donné suite à une évolution scientifique particulière et autonome dans le temps, avoir connu des méthodologies propres et enfin avoir été sources de débats aussi animés et passionnés tout comme cela le fut à Bucarest en 1974. En 1990, la seizième Chaire Quetelet, organisée par l'Institut de Démographie de l'Université Catholique de Louvain, le CIDEP et le CEPED, a fait l'exercice. À l'unanimité, il a été montré que déjà chacune des composantes constitue en soit une source entière de complexité et que le binôme l'est davantage pour mettre ensemble des entités a priori incompatibles ou plus précisément dont la compatibilité n'était pas un objectif de départ.

Tous les travaux de recherche revenaient alors indiscutablement à la même conclusion malthusienne plus pour en faire la confirmation que pour l'infirmer. Entre les deux extrêmes que constituent les conclusions de Malthus et celles de Boserup, il y a eu divers travaux qui donné des résultats aussi nuancés les uns que les autres et parfois par les mêmes auteurs. L'école des “démographes français” a été la moins virulente du bloc occidental à soutenir les thèses malthusiennes peut-être parce que le “souci démographique français” l'a exigé. Aux États Unis la « National Research Council de National Academy of Science » a publié en 15 ans d'intervalle deux rapports assez contrastés sur le sujet.

Il a fallu Bucarest pour que le débat passe du domaine de la recherche à celui du politique. La confrontation entre pays du Nord, les nantis, et ceux du Sud, les sous-développés, deux blocs alors idéologiquement opposés que Claude Chasteland (1990) a qualifiés l'un de “tout population” et l'autre de “tout développement”, verront le jour. Si pour le premier bloc il ne fait aucun doute sur sa position en conformité avec les thèses malthusiennes, le second par

contre basait son argumentation sur une approche structurelle et systémique du développement. En effet, selon eux, si la croissance de la population est rapide, ce serait surtout du fait des structures sociales et économiques et alors le niveau élevé de la fécondité n'en serait qu'un effet et non la cause. Aussi, l'idée d'agir sur la seule fécondité avec l'idée qu'il en résulterait un développement serait-elle inexacte. Par contre, le niveau de fécondité pourrait changer et s'adapter si les paramètres de développement en général et économiques en particulier viendraient à changer eux aussi. De ce fait, pour eux, le seul contrôle possible de la population ne devrait être qu'a posteriori et plus précisément induit par une amélioration des conditions de développement. Face à une opposition aussi profonde, le besoin de consensus s'est imposé. Aussi, pour des raisons de consensus politique un accord a été trouvé qui mettra les deux blocs dos-à-dos mais donnera naissance à l'expression devenue désormais consacrée d'"intégration de la population et du développement"

### ***Quoi Intégrer ?***

Avec l'avènement des cadres de lutte contre la pauvreté, le concept de « développement » semble avoir cédé le pas à celui de « réduction de la pauvreté » au point où l'on se demande si parler d'intégration de population et développement ne deviendrait pas plutôt « intégration de la population dans la lutte contre la pauvreté ». En effet, le concept de développement en est arrivé à perdre une partie de son contenu malgré les efforts considérables faits par les uns et les autres pour lui trouver une substance acceptable avec des qualificatifs allant du durable à l'humain en passant par l'intégré ! Le débat pourrait être inutilement passionné et stérile alors qu'il s'agissait de répondre à un besoin critique, celle de prendre la population comme élément endogène du processus de développement.

### ***Quelles approches pour l'intégration ?***

Les approches adoptées dans le cadre de l'intégration ont donc été diverses et si Ian Pool (1990) a tenté de les regrouper en deux grandes catégories : celles qui sont fondées sur des bases économétriques et celles qui ont pour lieu d'expression les unités de population ou ce qui en tient lieu, l'examen de sa partition montre qu'il ne s'agit pas réellement de deux réalités disjointes. La proposition de Loriaux (1990) en ce qui concerne quatre formes de l'intégration pourrait être plus judicieuse et plus pertinente. En effet, selon Loriaux, l'intégration, devrait être vue comme un système de quatre composantes qui sont : l'intégration technique, l'intégration scientifique, l'intégration humaine et l'intégration politique

### ***De quels moyens dispose-t-on pour l'intégration ?***

Quelle que soit l'approche de l'intégration que l'on veuille poursuivre, certaines conditions de base sont fondamentales :

- a) Des informations fiables sur les facteurs et variables démographiques ;
- b) une compréhension minimale des relations mutuelles entre les variables démographiques et les variables de développement ;
- c) des méthodologies appropriées
- d) un personnel qualifié
- e) des dispositions et des ressources institutionnelles appropriées

***Des outils d'intégrations développés dans le cadre de l'UNFPA : application dans quelques pays.***